

Entrevue avec l'ambassadeur John Bell (Suite de la page 4)



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

CanadExport : Entre-temps, comment les entreprises qui ont raté ces événements peuvent-elles tirer parti de certaines possibilités ?

Ambassadeur Bell : Elles devraient continuer à communiquer avec les Centres du commerce international de leur région ou commencer à le faire, ce qui leur permettra de trouver toutes les informations pertinentes sur les marchés. Elles devraient aussi être incitées à participer, de manière judicieuse, aux associations d'affaires internationales bilatérales. Et surtout, elles devraient se concentrer sur un ou deux marchés, c'est-à-dire visiter les régions et garder le contact avec les délégués commerciaux dans les missions. Le secret, c'est de trouver des créneaux, des partenaires et des représentants qui correspondent à leurs intérêts particuliers.

CanadExport : Selon vous, quelles ont été les réalisations notables de l'APEC depuis sa création en 1989 ?

Ambassadeur Bell : Il y a eu une évolution significative sur le plan de la libéralisation des échanges qui a profité à tous les membres du forum. En 1993, par exemple, on a conclu un accord visant à libéraliser complètement le commerce en Asie-Pacifique au plus tard en l'an 2010 pour les pays développés et en 2020 pour les pays en développement. On a aussi mis au point des plans d'action pour les particuliers et les entreprises des économies membres de l'APEC afin de déterminer les mesures prises à la lumière de cet objectif. Lors de leur rencontre à Montréal en mars dernier, les ministres du Commerce ont convenu d'accélérer l'examen des secteurs dans un but de libéralisation volontaire. À l'origine, il devait avoir lieu au plus tard en 1999, mais il a été devancé de deux ans.

Nous nous efforçons de simplifier les procédures de dédouanement par le recours à des bases de données communes et par d'autres méthodes qui réduiraient à cinq minutes ce qui peut prendre actuellement trois semaines.

L'APEC œuvre également sur un

troisième plan : toute la question de la coopération économique relative aux infrastructures, à l'environnement, à la technologie de perfectionnement des ressources humaines, etc. Ce qui distingue véritablement la présidence de l'APEC assumée par le Canada cette année, ce sont les efforts que nous avons déployés pour faire participer un ensemble plus vaste de la collectivité, chez les gens d'affaires tout d'abord, grâce au conseil consultatif en affaires de l'APEC, et en allant jusqu'à faire participer les jeunes, les femmes et d'autres groupes au processus relié à l'APEC.

CanadExport : Bon nombre de pays de l'Asie-Pacifique pourraient utiliser les produits et services du Canada pour amplifier leur croissance économique. Pourriez-vous préciser certains secteurs particuliers ?

Ambassadeur Bell : Prenons l'environnement, plus spécifiquement le grave problème causé en Asie du Sud-Est par ce qu'on appelle la brumasse. Des entreprises canadiennes comme Bovar, qui ont accédé au marché de la Malaisie par le truchement du programme Entreprise Canada-Malaisie, se trouvent à l'avant-scène pour ce qui est d'offrir des services d'analyse de l'air et de la qualité de l'eau. L'infrastructure est un autre exemple : ainsi, c'est au centre-ville de Kuala Lumpur qu'on retrouve les plus hauts édifices au monde, et une bonne partie de ces édifices sont le fruit du travail d'architectes et d'experts en environnement du Canada.

Il y a lieu de mentionner un autre domaine où nos activités ont été concentrées en Asie-Pacifique, soit l'éducation. Nos institutions d'études supérieures ont un produit à mettre en marché, et il existe une demande énorme pour de tels produits et services dans bien des pays, tout particulièrement en Asie-Pacifique.

Les possibilités sont donc immenses, et le défi consiste à étudier le marché, à parler aux gens qui viennent de ces régions et les connaissent, à avoir une idée de la meilleure façon de procéder,

puis à faire les bons choix.

CanadExport : Quelles ont été, selon vous, les retombées réelles de l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique ?

Ambassadeur Bell : Je crois que nous avons eu une incidence tangible en ce qui concerne le nombre de gens qui ont participé. Nous cherchions à faire comprendre aux Canadiens que nous sommes un pays du Pacifique et nous voulions créer des possibilités et saisir les occasions qui se présentent dans la région. J'ai trouvé particulièrement intéressant de voir qu'un si grand nombre de personnes se sont impliquées dans un projet culturel.

CanadExport : Avez-vous des plans de suivi, comme des missions commerciales futures, destinés à canaliser toute l'énergie générée par l'ACAP ?

Ambassadeur Bell : Je crois que nous avons suffisamment fait grandir l'intérêt des Canadiens envers cette région. Vous savez qu'auparavant les nouveaux diplômés se rendaient en Europe. Désormais, c'est en Asie qu'ils vont.

P.S. Juste avant l'impression des présentes, l'ambassadeur Bell a transmis les conclusions suivantes à CanadExport sur l'ACAP et le forum de Coopération économique Asie-Pacifique.

Ambassadeur Bell : La réunion des dirigeants de l'APEC s'est révélée un immense succès, tant sur le plan du fond que de la logistique. Le choix de neuf secteurs de libéralisation volontaire devrait engendrer des possibilités accrues pour les entreprises canadiennes dans l'avenir.

Il y aura un suivi à l'ACAP lors de la Conférence qui se tiendra à l'Université de Colombie-Britannique, en mars, qui coïncidera avec les activités de rayonnement « outreach » au Canada à l'intention des chefs de missions de l'Asie-Pacifique.